



LES LUTTES REGIONALES

Lors du 7^e Congrès, des fédérations ou des délégués catalans, occitans, alsaciens, corses, bretons et basques ont décidé de constituer une *Commission sur la question des minorités ethniques en France*. Cette Commission a proposé le texte suivant au Congrès, qui l'a adopté à une large majorité.

Le problème des régions sous-développées et colonisées et des minorités nationales.

Dans ce que l'on appelle la France, les formations politiques qui se réclament du mouvement ouvrier : social-démocratie, P.C.F., ont toujours considéré ce pays comme une nation unie et indivisible, entité monolithique aux problèmes uniformes. La réalité est tout autre : la France est un assemblage de régions et d'ethnies aux problèmes multiples et divers.

Un parti qui se veut *révolutionnaire*, doit tenir compte de cette diversité de situations régionales dans l'élaboration de sa *stratégie*, et dans ses *structures d'organisation*.

C'est pourquoi il est indispensable qu'aujourd'hui les problèmes de la *colonisation* de certaines *régions* et des *minorités nationales*, soient posés, d'une manière sérieuse dans ce parti. Sinon les grands thèmes débattus dans ce congrès risquent de ne pas correspondre aux aspirations et aux intérêts du peuple travailleur de ces régions et par là même à la pratique des militants des fédérations confrontées à ce problème.

Il faut donc que cesse dans ce parti la censure qui règne sur les réflexions et les actions menées par certaines fédérations.

Les causes théoriques et pratiques de l'attitude du mouvement ouvrier français.

Le mouvement ouvrier français a repris en charge l'héritage de l'idéologie jacobine, de ce fait, il ne peut pas comprendre le processus de colonisation interne qui touche de nombreuses régions de l'hexagone, et d'oppression culturelle des minorités nationales (histoire, langue, culture populaire]. Le P.S.U. lui-même n'a pas échappé totalement à cet héritage.

Les nécessités du moment :

1. — Analyse des formes particulières de l'exploitation et de l'oppression de ces régions.

a) Sous-développement et colonisation capitaliste. De nombreuses régions souffrent d'un sous-développement chronique dont la cause principale réside dans l'inégalité du développement du capitalisme. Cela se manifeste par :

— une sous-industrialisation (bas salaires, chômage endémique, réserve de main-d'œuvre, liquidation de l'appareil de production archaïque) ;

— une dépossession du sol (rachat du territoire par les banques, ou des sociétés internationales en vue soit de la spéculation, soit de la rentabilisation immédiate par le tourisme) ;

— l'extraction des matières premières dont la transformation s'effectue ailleurs et qui reviennent dans ces régions sous forme de produits finis ;



— l'exploitation du matériel humain par écrémage des éléments intellectuels et qualifiés.

Conséquences : pas ou peu de prolétariat : exploitation sauvage du sous-prolétariat.

b) Oppression culturelle.

L'Etat bourgeois français s'est acharné et s'acharne encore à détruire la langue et les manifestations culturelles propres de ces entités ethniques. Tout cela a des conséquences psychologiques graves sur les populations de ces régions (dépersonnalisation). Dans le même temps, la bourgeoisie récupère les formes d'expression populaires par le biais du folklore.

2. — Réflexion théorique sur la question nationale.

A côté de l'analyse des formes particulières de la lutte de classe dans ces régions, le P.S.U. doit *réfléchir et engager le débat* sur les points suivants :

— étude des positions développées dans le mouvement ouvrier international sur la question nationale ;

— enseignements à tirer des luttes de libération nationale contemporaines, notamment Euzkadi, Irlande, Québec, Palestine, etc., mais aussi colonies françaises, dites D.O.M. et T.O.M. en lutte contre le colonialisme de l'Etat bourgeois français ;

— place de toutes ces luttes dans la stratégie anticapitaliste et anti-impérialiste sur les positions d'un véritable *internationalisme prolétarien*.

3.— Il est nécessaire et urgent que *l'ensemble du parti* cesse de désert ce front de lutte ; pour mettre terme à toutes ces carences, nous proposons :

1° que ce texte soit discuté en commission des résolutions avec la participation de délégués de la commission des minorités ethniques ;

2° que le congrès affirme que le P.S.U. est enfin résolument décidé à prendre en charge le problème des minorités ethniques et des régions sous-développées, tant sur le plan du débat théorique que sur celui des pratiques militantes ;

3° que le 7^e congrès pour approfondir ce débat mandate la D.P.N. et le B.N. pour prendre l'initiative d'organiser dans les six mois une conférence nationale sur la question des minorités ethniques en France.

(Cette conférence doit être organisée avec la participation effective et délibérante de délégués des fédérations et militants soussignés. Devront y être invités des militants français et étrangers extérieurs au parti et engagés dans les luttes sur ce terrain : E.T.A., Embata, C.O.E.A., F.R.C., P.C.B., V.D.B., C.R.E.A.)

4.— Que le 7^e congrès n'en reste pas à des vœux pieux, mais prenne des décisions dès maintenant concrétisant sa position.

Précisément au *niveau des structures du parti* :

Qu'un nouveau découpage des structures territoriales du parti, tenant compte de la question des minorités ethniques, et des régions sous-développées, puisse être développé rapidement, après un débat approfondi entre les échelons nationaux et fédéraux du parti, notamment à l'occasion de la conférence prochaine.

Que les structures régionales étroitement liées au développement des processus amorcés par les A.O.P. soient dans les délais les plus rapides, substituées aux structures départementales, le plus souvent désuètes et calquées sur le cadre administratif bourgeois.



c) Que l'élection à la D.P.N. tienne compte dans sa composition d'une nécessité d'une décolonisation interne du parti et restreigne la domination des dirigeants parisiens.

Le système capitaliste mondial est entré dans une nouvelle phase dont la crise monétaire est à la fois un signe et un facteur d'accélération. Mis en difficulté, notamment par la résistance des peuples d'Indochine, l'impérialisme américain s'efforce d'utiliser son hégémonie pour reporter sur les autres impérialismes, et par là sur les autres peuples, les frais de sa politique, en exportant les difficultés qu'elle aggrave dans sa propre économie : récession, chômage, anarchie et gaspillage des ressources.

Les conséquences s'en font sentir sur l'ensemble des économies dominées mais plus particulièrement sur les impérialismes secondaires de l'Europe occidentale dont elles amplifient les concurrences réciproques et les contradictions intérieures. La résistance inégale des secteurs capitalistes amplifie les inégalités entre les pays, les branches, les régions, les catégories sociales. La stratégie de la bourgeoisie consiste à rejeter le fardeau de la crise sur les masses ouvrières et paysannes, par la compression des salaires, la réduction des personnels, l'accélération des cadences, etc., tout en essayant de s'appuyer sur les secteurs les moins touchés par la récession. Mais elle rencontre de plus en plus de difficultés dans l'application de cette stratégie, parce que des couches sociales de plus en plus nombreuses sont happées à leur tour.

La crise revêt dès lors un caractère de plus en plus nettement politique parce qu'elle met en cause les structures et le fonctionnement de l'Etat, particulièrement dans les pays où le divorce est le plus grand entre les secteurs avancés et les secteurs archaïques, comme l'Italie et la France.

*(7ème Congrès du PSU. Lille Juin 71
Le rôle du PSU. Les textes du Congrès.
Supplément à "Tribune Socialiste" n° 503
Pages 123-125)*